



SA Aéroport de la Réunion Roland Garros

Concession pour la construction et l'exploitation d'unité(s) de production et de stockage d'énergie photovoltaïque sous forme hydrogène

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure limites de remise des Candidatures

10 juillet 2025 à 19h00 *(heure de La Réunion)*

Procédure conduite conformément aux dispositions des articles L. 3120-1 et
suivants et R. 3121-1 et suivants du Code de la commande publique.

SOMMAIRE

1. Objet de la consultation	3
1.1. Périmètre de la concession	3
1.2. Objet de la concession	3
1.3. Durée du contrat	3
2. Caractéristiques de la concession	3
3. Conditions de la consultation	4
3.1. Déroulé général de la consultation	4
3.2. Phase Candidatures	4
▪ Langue utilisée pour la procédure	4
▪ Candidatures irrégulières et faculté de régularisation	4
▪ Sélection des candidatures	4
3.3. Phase Offres	5
3.4. Valeur estimée de la concession	5
4. Contenu du dossier de consultation	5
4.1. Le contenu du dossier de consultation de la phase candidature	5
4.2. Modifications de détail apportées au dossier de consultation	5
5. Présentation des candidatures	6
6. Présentation des offres	7
7. Consignes pour l'établissement des offres	8
8. Variantes/options	8
9. Sélection des candidatures	8
9.3. Sélection des candidatures	8
9.4. Sélection et jugement des offres	9
10. Conditions d'envoi ou de remise des candidatures	9
11. Signature	9
12. Renseignements complémentaires	10
13. Abandon de la procédure	10
14. Indemnisation	10
15. Propriété intellectuelle	11
16. Instance chargée des procédures de recours	11
16.1. Instance pour l'introduction des recours	11
16.2. Introduction des recours	11

1. Objet de la consultation

La SA Aéroport de la Réunion Roland Garros (SA ARRГ – Autorité Concédante) gère le domaine public aéroportuaire correspondant jusqu'à la fin de la concession actuelle, prévue au 31 décembre 2048.

L'aéroport de la Réunion a obtenu le niveau 3 de l'accréditation ACA (Airport Carbon Accreditation) et vise la neutralité Carbone en 2030.

La SA ARRГ met en œuvre le plan stratégique Run&Fly 2023-2028 visant la couverture de 50% de ses consommations par une production d'énergie renouvelable sur la plateforme aéroportuaire en 2028.

Dans ce cadre, la SA ARRГ souhaite réaliser un projet permettant de limiter son empreinte Carbone et en contribuant encore davantage au développement local de la production d'une énergie durable.

L'emprise aéroportuaire comporte des parcelles sur lesquelles la SA ARRГ souhaite la construction d'unité(s) de stockage d'énergie photovoltaïque au format hydrogène.

La présente consultation a pour objet la construction et l'exploitation desdites unités, ainsi que les installations de production d'énergie photovoltaïque.

1.1. Périmètre de la concession

Le périmètre de la concession est délimité par le périmètre des parcelles de l'emprise aéroportuaire destinées à l'objet de la concession et les réseaux nécessaires à l'exploitation de ces installations.

Les travaux de construction et le service concédé seront organisés dans les conditions prévues au projet de contrat (qui sera communiqué aux candidats sélectionnés).

1.2. Objet de la concession

La mission du Concessionnaire comprendra :

- La fourniture et l'installation des unités de production et de stockage d'énergie photovoltaïque sous forme d'hydrogène, y compris la mise en place du parc de panneaux photovoltaïques ;
- La réalisation des travaux nécessaires à l'installation et à la mise en service des unités de production et de stockage d'énergie photovoltaïque sous forme d'hydrogène, y compris la mise en place du parc de panneaux photovoltaïques ;
- L'entretien et la maintenance de l'ensemble du parc d'installations et d'infrastructure réalisés ;
- La mise à disposition d'énergie à la plateforme aéroportuaire et le cas échéant la vente d'énergie auprès de tiers.

Plus de détails sont apportés dans la note descriptive jointe.

Les travaux et l'exploitation et plus généralement l'ensemble de l'exécution du contrat de concession seront réalisés aux risques et périls du seul concessionnaire.

Une société dédiée sera créée pour l'exécution de la concession par le candidat dont l'offre finale a été retenue. La SA ARRГ se réserve la possibilité de devenir actionnaire de la société dédiée, tout en limitant en ce cas son exposition financière aux seuls apports réalisés.

1.3. Durée du contrat

Le contrat sera conclu pour une durée prévisionnelle de 20 ans à compter de la date fixée dans le contrat.

Cette durée prévisionnelle pourra être étendue, dans le cadre d'une variante à présenter par les candidats pour une période plus longue, dans la limite de 30 ans. Toute extension de durée au-delà du 31 décembre 2048 devra être soumise à l'accord préalable de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) et devra être strictement justifiée au regard de la nécessité d'amortir économiquement les installations réalisées sur la base des comptes d'exploitation prévisionnels proposés par les candidats.

2. Caractéristiques de la concession

Les caractéristiques de la concession sont détaillées dans la note descriptive jointe au présent règlement de la consultation.

3. Conditions de la consultation

3.1. Déroulé général de la consultation

La consultation est menée conformément à la procédure décrite aux articles L. 3120-1 et suivants et R. 3121-1 et suivants du CCP.

L'Autorité concédante précise que la présente consultation est menée dans le cadre d'une procédure « restreinte ». Seuls les candidats admis à présenter une offre à l'issue de la phase candidatures se verront communiquer un Dossier de Consultation pour la phase offre et seront invités à remettre une offre selon les conditions précisées dans la lettre d'invitation à soumettre une offre.

La consultation est décomposée en deux phases : une phase « candidatures », puis une phase offres.

Le dossier de consultation relatif à la phase « offres » sera remis aux candidats admis à présenter offre.

La procédure comprend :

- la sélection des candidatures ;
- l'invitation des candidats retenus à déposer une offre initiale ; le délai de remise de l'offre initiale ne pourra pas être inférieur à **1,5** mois à compter de la réception par le candidat de l'invitation à remettre une offre ;
- le délai de remise de l'offre initiale ne sera pas inférieur à **1,5** mois à compter de la réception par le candidat de l'invitation à remettre une offre ;
- l'analyse des propositions initiales des candidats admis à soumissionner ;
- une ou plusieurs phases de négociation jusqu'à la présentation d'une offre finale : cela sera précisé lors de l'invitation des candidats admis à présenter une offre ;
- l'analyse des offres finales et le choix d'une offre ;
- la mise au point et la signature du contrat de concession.

A titre prévisionnel, la signature de la convention devrait intervenir au cours du 2^{ème} semestre 2026.

3.2. Phase Candidatures

▪ Langue utilisée pour la procédure

Les documents produits par les candidats doivent être remis en langue française. Ils feront traduire en langue française tous documents établis dans une autre langue. Seule cette traduction sera prise en compte.

Si un élément nécessaire à l'examen de la candidature n'était pas rédigé en langue française, la candidature pourra être déclarée irrégulière pour ce seul motif.

▪ Candidatures irrégulières et faculté de régularisation

La SA ARRG pourra, dans le respect de l'égalité de traitement entre les candidats, inviter les candidats ayant déposé une candidature irrégulière ou incomplète à la compléter ou la régulariser dans le délai imparti qu'elle fixera. Le cas échéant, la SA ARRG pourra également écarter les candidatures irrégulières sans proposer aux candidats de régulariser leur dossier de candidature.

▪ Sélection des candidatures

A l'échéance de la période de dépôt des candidatures, après l'ouverture des pièces remises par chacun des candidats, la SA ARRG procédera à l'analyse des dossiers de candidature.

Sous réserve de la faculté pour la SA ARRG d'inviter les candidats à régulariser leur dossier de candidature, les candidatures incomplètes ou irrecevables seront écartées.

La SA ARRG sélectionnera les candidats présentant des dossiers conformes aux conditions requises.

Les candidatures répondant aux conditions du présent règlement seront acceptées en application des conditions et critères prévues aux articles 5 et 9.3 du présent règlement.

3.3. Phase Offres

Les candidats admis à présenter une offre seront rendus destinataires du dossier permettant de déposer les offres et invités à déposer une offre. Les modalités précises de présentation et de sélection des offres seront précisées dans le dossier de consultation qui sera joint à l'invitation à déposer une offre. De même, le cas échéant, les modalités des négociations seront précisées dans ce dossier. Enfin, un classement final des candidats sera établi après remise des offres finales. Le candidat dont l'offre est économiquement la plus avantageuse au vu des critères mentionnés dans ce dossier sera sélectionné.

3.4. Valeur estimée de la concession

Conformément à l'article R. 3121-1 du CCP, la valeur estimée de la Concession correspondant au chiffre d'affaires total hors taxes estimé du futur concessionnaire sur une durée de base du contrat de 20 ans est de 80.000.000 €. Sur une durée de 30 ans, la valeur estimée de la Concession correspondant au chiffre d'affaires total hors taxes estimé du futur concessionnaire est de 140.000.000 €.

Cette estimation est établie au regard du chiffre d'affaires total hors taxes du concessionnaire estimé au regard des produits attendus de la mise à disposition d'énergie à la plateforme aéroportuaire et le cas échéant la vente d'énergie auprès de tiers pendant toute la durée du contrat.

4. Contenu du dossier de consultation

4.1. Le contenu du dossier de consultation de la phase candidature

Au stade de la candidature, le dossier de consultation comprend :

1. Le présent règlement de consultation ;
2. Une note descriptive et de présentation détaillée du projet (comportant différentes annexes, dont les plans de la zone du projet, le résumé des contraintes techniques et administratives perçues à date, le dimensionnement du projet à titre indicatif ...). La note descriptive et de présentation détaillée est fournie à titre indicatif pour permettre aux candidats d'apprécier la nature et l'importance des contraintes et opportunités liées au projet. Cette description du projet sera précisée dans le dossier de consultation remis aux candidats admis à présenter une offre.

4.2. Modifications de détail apportées au dossier de consultation

L'Autorité concédante se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation.

Une alerte sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé **après identification**.

Les candidats n'ayant pas téléchargé les pièces après identification ou ayant mal renseigné leur adresse électronique, ne pourront contester ne pas avoir été informés de la modification du dossier de consultation.

Les candidats dûment avertis devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir réclamer d'indemnités. Les candidats sont donc encouragés à s'identifier sur la plateforme lors du retrait du dossier (adresse mail valide) afin qu'ils puissent être informés de toute modification du dossier de consultation durant la période de publicité et recevoir les correspondances échangées sur la plateforme.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date de remise des candidatures est repoussée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5. Présentation des candidatures

Le candidat devra produire les justifications relatives à ses qualités et capacités, permettant à l'Autorité concédante d'apprécier ses garanties professionnelles et financières.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les enseignements et documents demandés, il est autorisé à communiquer toute pièce considérée comme appropriée par l'Autorité concédante permettant d'apprécier les garanties financières de l'entreprise, en particulier pour les entités dont la création est récente.

Si le candidat est un groupement, celui-ci devra être un **groupement conjoint, avec mandataire solidaire**, ou un **groupement solidaire** dont le mandataire justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement. Un opérateur économique non mandataire d'un groupement peut faire partie de plusieurs groupements candidats.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du contrat. Cette justification doit notamment être apportée si le candidat s'appuie sur les capacités d'une autre filiale du groupe auquel il appartiendrait le cas échéant.

Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

A) Situation propre des opérateurs économiques y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession :

- Lettre de candidature précisant l'identité du candidat ou du mandataire du groupement qui précisera le nom, l'identité et le rôle de chaque membre dudit groupement et sa forme.
- Une déclaration sur l'honneur attestant que :
 - le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 3123-1 et suivants du CCP, notamment :
 - infractions prévues au code pénal,
 - manquement aux obligations fiscales et sociales,
 - situations de redressement ou liquidation judiciaire, faillite, interdiction de gérer,
 - non-respect du Code du travail (travailleurs non déclarés, discriminations, etc.),
 - condamnation à exclusion des contrats administratifs (article L. 3123-5 du CCP).
 - les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés par le présent règlement de la consultation en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 du CCP et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du même code, sont exacts.
- Éléments juridiques relatifs à la structure du candidat : forme juridique, date de création, capital social, actionnaires ou associés principaux.
- Justificatif de l'inscription du candidat au RCS (extrait K Bis ou document d'effet équivalent) ou autre registre professionnel, ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'un an.

B) Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires particulier des domaines d'activité faisant l'objet du contrat (production et fourniture d'énergie photovoltaïque, d'une part, production, stockage et fourniture d'énergie sous forme d'hydrogène, d'autre part), portant sur les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ou toutes pièces permettant d'apprécier les garanties professionnelles, ainsi que l'aptitude à assurer la continuité du service.
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- Le candidat précise les moyens dont il dispose pour assurer l'obtention, le cas échéant, des garanties financières qui s'imposent pour l'exploitation d'une ICPE ;

C) Capacité technique et professionnelle :

- Les effectifs annuels moyens du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ;
- Les références de prestations en matière de fourniture, d'installation et d'exploitation d'un parc photovoltaïque : une liste de référence(s) d'implantation et d'exploitation de projet(s) de plus de 5 hectares réalisés et exécutés au cours des 5 dernières années, distinguant le cas échéant celles réalisées ou exploitées avec des contraintes liées à la proximité d'un aéroport. Le cas échéant, le candidat peut assortir ces références d'attestations de bonne exécution, notamment pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Les références de prestations en matière de production et de stockage d'énergie photovoltaïque sous forme d'hydrogène : une liste des prestations de service exécutés au cours des 5 dernières années, en distinguant les prestations le cas échéant réalisées ou exploitées avec des contraintes liées à la proximité d'un aéroport. Le cas échéant, le candidat peut assortir ces références d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Les références en matière de gestion des fournisseurs et de suivi de leurs qualifications : le cas échéant, une liste d'opérations dans lesquelles le candidat a mis en œuvre des mesures de gestion des fournisseurs, de vérification et de suivi de leurs qualifications en matière photovoltaïque et/ou d'hydrogène analogues à celles liées à la présente opération.

6. Présentation des offres

Les offres devront être rédigées en **français** et l'unité monétaire utilisée devra être l'Euro (€).

Afin de faciliter la forme des réponses, l'ensemble des supports disponibles pour la constitution des offres sera également mis à disposition des candidats sous format compatible Word et Excel.

Les modalités de présentation des offres seront précisées dans le dossier de consultation qui sera remis aux candidats admis à présenter une offre.

A titre indicatif, sans que cela ne constitue une liste exhaustive ou définitive, les offres remises par les candidats pourraient devoir être composées de la manière suivante :

- Le projet de contrat complété, datés et signés par le représentant légal du candidat ;
- La note de compléments au projet de contrat, datée et signée, à renseigner en intégralité dans le cadre prévu à cet effet dans le document intitulé « Compléments Projet contrat ». Aucune modification des éléments de base du contrat ne sera admise. Les souhaits éventuels de modification doivent faire l'objet d'une note à part ;
- Le candidat pourra proposer dans une note distincte des compléments ou des modifications de détail aux dispositions prévues dans le projet de contrat. Chaque disposition fera l'objet d'une justification précise ainsi que, le cas échéant, d'une représentation de l'incidence financière sur le compte d'exploitation prévisionnel. Ces modifications ou compléments ne pourront être considérés comme acceptés qu'après émission d'un accord exprès en ce sens par l'Autorité concédante. Le prix proposé par le Candidat ne pourra en aucun cas être conditionné à la prise en compte de ces modifications tant qu'elles n'auront pas été expressément validées en tout ou partie par l'Autorité concédante.
- Le compte d'exploitation prévisionnel (CEP) correspondant à toutes les prestations décrites dans le contrat. Ce document sera annexé au contrat. Le candidat devra établir ce compte d'exploitation prévisionnel conformément aux prescriptions précisées lors de l'invitation à remettre une offre ;
- Un programme prévisionnel des travaux pour la fourniture et l'installation des biens immobiliers et mobiliers nécessaires à la réalisation de l'objet de la concession ;
- Une proposition de programme de développement de la technologie d'unité de production et de stockage d'énergie photovoltaïque au format hydrogène. Ce document sera annexé au contrat.

- Les attestations d'assurance prévues au contrat dont dispose le candidat à la date d'établissement de son offre.
- Le cadre de réponse constituant le mémoire technique complété et précisant notamment :
 - Les objectifs en termes de qualité de service sur lesquels le candidat s'engage ;
 - L'organisation mise en place et les moyens (humains et matériels) mobilisés ;
 - Les modalités d'exploitation que le candidat s'engage à mettre en œuvre pour exploiter les ouvrages, assurer la continuité du service, gérer le service et atteindre les objectifs de qualité fixés ; l'entretien, la maintenance, la préservation du patrimoine ;
 - Les mesures prises pour assurer la continuité de la production et du stockage d'énergie au format hydrogène ;
 - Les engagements du candidat pour le suivi et la qualité des installations et du service ;
 - La méthodologie pour les relations avec la SA ARRG, les autorités de contrôle compétentes, les tiers intervenants dans la bonne réalisation du projet ;
 - Les actions en matière de développement durable en relation avec l'exécution du contrat.

Afin de faciliter l'analyse des offres, les candidats présenteront leur offre en respectant l'ordre et la numérotation des pièces susvisées.

En dehors des documents obligatoires dont la liste sera précisée lors de l'invitation des candidats admis à soumettre une offre, les candidats pourront produire tout autre élément qu'ils estimeraient nécessaire à la bonne présentation et compréhension de leur offre.

L'Autorité concédante se réserve le droit de ne pas retenir les offres qui seraient incomplètes ou non conformes à une disposition du règlement de consultation.

7. Consignes pour l'établissement des offres

Les consignes pour l'établissement des offres seront précisées dans le dossier de consultation qui sera remis aux candidats admis à présenter une offre.

8. Variantes/options

Il sera notamment demandé de présenter une variante de durée, au-delà de la durée de base de 20 ans. Cette variante ne pourra pas dépasser 30 ans à compter de la date fixée par le contrat (cf. article 1.3 du règlement).

9. Sélection des candidatures

Cette sélection et ce jugement seront effectués dans les conditions prévues aux articles L. 3123-1 et suivants du CCP et aux articles R.3123-1 et suivants du CCP.

9.3. Sélection des candidatures

Conformément à l'article R. 3123-20 du CCP, en cas de pièce manquante constatée au cours de l'ouverture des candidatures ou de document non équivalent à celui attendu, l'Autorité concédante pourra contacter le candidat concerné par tout moyen et lui demander de compléter son dossier de candidature.

Lorsque l'information fait obstacle à l'examen de l'admissibilité des candidatures, les candidats devront répondre dans un délai qui ne saurait être supérieur à **cinq (5) jours** à l'Autorité concédante.

La sélection des candidatures s'effectue au vu des critères de jugement des candidatures précisés dans le présent règlement de la consultation :

- L'aptitude à exercer l'activité professionnelle ;
- Les capacités économiques et financières ;
- Les capacités techniques et professionnelles ;

Les candidatures qui ne satisferont pas à ces exigences seront éliminées.

9.4. Sélection et jugement des offres

Les critères de jugement des offres seront communiqués aux candidats admis à présenter une offre.

Parmi les candidats ayant été admis à présenter une offre, trois (3) candidats au maximum seront admis à participer aux négociations, sur la base du jugement de leur offre initiale.

10. Conditions d'envoi ou de remise des candidatures

Les candidatures seront transmises à l'Autorité concédante avant la date indiquée en 1^{ère} page du présent document.

Les candidatures doivent être envoyées, en toute confidentialité, par voie électronique en se connectant directement sur le site du profil acheteur.

Une fois enregistré sur la plateforme, le candidat n'aura plus qu'à se laisser guider pour remettre sa candidature avant la date de réception des candidatures.

La remise des plis par voie électronique s'effectue dans les conditions techniques suivantes .

Le pli sera composé d'un dossier **contenant les documents relatifs à la candidature**. Il est demandé de remettre **un fichier électronique** par document transmis (un seul fichier par attestation, justificatif, etc.) ;

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Le fuseau horaire de référence sera celui dans lequel est localisée l'Autorité concédante.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- Elle est parvenue à destination dans le délai fixé pour la remise des candidatures ;
- Elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais ;

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le maître d'ouvrage sera réputé n'avoir jamais été reçu. Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion de virus informatique, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutable (notamment les .exe) ni les macros.

Les formats de fichiers acceptés sont les suivants : Word, Excel, PowerPoint, OpenOffice, .zip et .pdf.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

Le dépôt des plis transmis par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception. Les dépôts qui parviennent après la date et l'heure de remise des candidatures ne seront pas retenus.

La transmission des candidatures par courriel n'est pas autorisée.

11. Signature

La signature de la candidature n'est pas exigée dès la remise du pli. Toutefois, la signature des documents de la candidature et de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du contrat. Le candidat attributaire sera invité, au plus tard avant la conclusion du contrat, à remettre son offre signée.

Pour remplacer la signature du responsable de l'entreprise qui engage sa société et signe son offre, l'article R. 3125-5 du CCP permet aux entreprises de signer leur offre et, in fine, le contrat, par un certificat électronique. Le certificat électronique est l'outil qui permettra aux candidats de générer une signature

électronique par un logiciel de signature présent sur la plateforme Internet.

Pour obtenir un certificat, les candidats doivent faire la démarche d'obtention auprès d'un des prestataires « autorité de certification » référencée par le MINEFI.

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature des candidats selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil.

12. Renseignements complémentaires

Les candidats veilleront à renseigner dans la mesure du possible deux adresses électroniques valides durant toute la consultation pour assurer une parfaite transmission de l'information.

Les candidats sont autorisés à demander à l'Autorité concédante tous renseignements complémentaires qu'ils jugeraient utiles pour la préparation de leur offre.

Ces questions devront être transmises au plus tard **dix (10) jours calendaires** avant la date limite de remise des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale. Les réponses aux questions écrites seront transmises à tous les candidats ayant demandé à participer à la consultation **au plus tard six (6) jours calendaires** avant la date limite de remise des offres, pour autant qu'elles aient été posées en temps utile par les candidats et qu'elles présentent un intérêt réel pour répondre à la présente procédure de concession.

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront adresser leur question ou demande de renseignements complémentaires par écrit *via* la plateforme de dématérialisation à l'adresse https://www.marches-securises.fr/perso/AR-Roland-Garros_974/ dans la rubrique consacrée à ces échanges.

Les candidats qui n'ont pas posé, dans le délai limite fixé au présent article, des demandes de précisions ou de compléments au cahier des charges, sont réputés avoir estimé que le dossier de consultation des entreprises comportait tous les éléments leur permettant de remettre une offre parfaitement adaptée à l'objet de la consultation et ne pourront pas invoquer une insuffisance du dossier de consultation des entreprises.

AVERTISSEMENT : les soumissionnaires se doivent de signaler à l'Autorité concédante toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le dossier de consultation.

13. Abandon de la procédure

L'Autorité concédante informe les candidats qu'elle se réserve le droit de mettre fin à la consultation, à tout moment de la procédure, pour tout motif d'intérêt général.

Dans cette éventualité, aucune indemnisation ne pourra être allouée aux candidats.

14. Indemnisation

En phase candidatures, la préparation et le dépôt d'une candidature n'est pas indemnisée.

En phase offres, les candidats dont l'offre n'a pas été retenue après admission à participer à la phase de négociation seront indemnisés selon les modalités et conditions précisées dans le dossier de la consultation relatif à la remise des offres.

Selon les modalités et conditions d'indemnisation qui seront précisées dans le dossier de la consultation relatif à la remise des offres, au plus 3 candidats ayant remis une offre recevable seront admis en négociation avec l'Autorité concédante.

En cas d'attribution de la concession, parmi les 3 candidats maximum admis aux négociations, le(s) candidat(s) dont l'offre finale est recevable, mais n'a pas été retenue, recevra(ont) chacun une indemnité forfaitaire de 40 000 €. L'indemnité pourra être revalorisée à 100 000 € si la qualité de l'offre finale remise est jugée suffisamment intéressante selon les modalités qui seront précisées dans le dossier de la consultation relative aux offres.

Dans l'hypothèse où la concession ne serait finalement pas attribuée, les 3 candidats maximum admis aux négociations, dont l'offre finale est recevable, mais n'a pas été retenue, recevra(ont) chacun une indemnité forfaitaire de 40 000 €. L'indemnité sera revalorisée à 67 000 €, si la qualité de l'offre finale remise est jugée suffisamment intéressante selon les modalités qui seront précisées dans le dossier de la consultation relative aux offres.

15. Propriété intellectuelle

Les documents et éléments présentés par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle. Les données communiquées par aux candidats pour l'élaboration de leur offre ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

16. Instance chargée des procédures de recours

16.1. Instance pour l'introduction des recours

Président du Tribunal judiciaire de Saint-Denis-de-La-Réunion

5 Avenue André Malraux CS 81027

97495 SAINT DENIS

Email : accueil.tj-st-denis-de-la-reunion@justice.fr

Tel : 0262402345 - Fax : 0262211019

Les renseignements de tout ordre concernant les procédures de recours peuvent être obtenues aux mêmes coordonnées.

16.2. Introduction des recours

Les voies et délais des recours dont disposent les candidats sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles 5 à 10 de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique, et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles 11 à 21 de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique, après la signature du contrat, au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne d'un avis d'attribution du contrat.